



PROCES-VERBAL

DU CONSEIL MUNICIPAL DU 07 DECEMBRE 2022

(art. L 2121-15 du Code général des collectivités territoriales)

L'an deux mil vingt-deux et le 07 décembre à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué le 1^{er} décembre 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Gérard LUCIEN, Maire.

| Nombre de membres du Conseil Municipal | | | |
|--|----------|---------|----------------------------|
| En exercice | Présents | Absents | Ayant donné procuration |
| 11 | 7 | 4 | 4 |

Présents : LUCIEN Gérard, GERBER Mariette, VALERY Benoit, RECASENS Bernard, VAN de WALLE Nicole, GELIS Angélique, ALBERO Patricia

Absents excusés :

PRADAL Vincent, MUR Marion, DANTRESSANGLE Danielle, SIMON Benjamin

Procurations :

PRADAL Vincent donne procuration à GERBER Mariette

MUR Marion donne procuration à RECASENS Bernard

DANTRESSANGLE Danielle donne procuration à ALBERO Patricia

SIMON Benjamin donne procuration à LUCIEN Gérard

Secrétaire de séance : VALERY Benoit

Ordre du jour :

1. Approbation du compte rendu du conseil municipal du 19 novembre 2022
2. Compte rendu des décisions du Maire

Délibérations portant sur :

3. La régularisation de la délibération 2022-44 du 4 novembre 2022 : Attribution de servitudes sur le domaine privé de la Commune et fixation du montant de l'indemnité
4. La convention avec le Grand Narbonne Communauté d'Agglomération pour le reversement de la taxe d'aménagement perçue sur les Zones d'Activités Communautaires
5. La convention avec le Grand Narbonne Communauté d'Agglomération pour le reversement de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur les Zones d'Activités Communautaires
6. La convention avec le Grand Narbonne Communauté d'Agglomération pour le reversement d'une partie de la fiscalité économique aux communes supportant des installations éoliennes et photovoltaïques
7. Une demande de subvention au SYADEN pour la rénovation de l'éclairage public 2023
8. La vente d'une partie de la parcelle communale B 1425
9. Une décision modificative au Budget du Lotissement Communal
10. Une décision modificative au Budget Principal
11. Une convention de sponsoring pour le financement du Village de Noël
12. Questions diverses

Séance ouverte à 18 h 30

1) Procès-verbal du dernier conseil municipal

Le Maire demande s'il y a des questions concernant le procès verbal transmis.

Mme GERBER fait remarquer que l'entrée « SUD » (dont on parle pour l'implantation de la salle multimodale) est en fait l'entrée « EST ».

Le Maire procède au vote pour l'approbation du procès-verbal.

Mme ALBERO fait savoir que Mme DANTRESSANGLE, dont elle a la procuration, vote contre.

| | | | |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTE | POUR : 10 | CONTRE : 1 | ABSTENTION : 0 |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|

Mme DANTRESSANGLE

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 19/11/2022 est approuvé à la majorité.

Mme ALBERO ajoute que Mme DANTRESSANGLE lui a également confié la lecture d'un courrier qu'elle a rédigé.

Le Maire indique que, conformément aux recommandations des avocats, cette lettre sera lue en questions diverses.

2) Compte rendu des décisions du Maire

Monsieur le Maire donne la parole à la secrétaire de mairie :

| RUBRIQUE 13 | | Demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions dans la limite de 150 000 € par projet | | | | | | |
|-----------------|------------|--|--|--|---|-------------------|-------------|--|
| Sous-rubrique 1 | | Décision du Maire formalisée | | | | | | |
| N° de Décision | Date | Objet | Montant (s'il y a lieu) | | | | | |
| 117/2022 | 21/11/2022 | Régularisation - Demandes de subventions pour la construction d'une éco salle multimodale | RECETTES | | | | | |
| | | | DETR | 22.73 % | 150 000.00 € | | | |
| | | | GN | 15.15 % | 100 000.00 € | | | |
| | | | REGION | 11.36 % | 75 000.00 € | | | |
| | | | CD11 | 22.73 % | 150 000.00 € | | | |
| | | | COMMUNE | 28.03 % | 185 000.00 € | | | |
| | | | | 660 000.00 € | | | | |
| RUBRIQUE 4 | | Prendre, dans les limites fixées par le conseil municipal, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget | | | | | | |
| Sous-rubrique 1 | | Décision du Maire formalisée | | | | | | |
| N° de Décision | Date | Objet | Attributaire | Montant TTC | | | | |
| 118/2022 | 22/11/2022 | Signature de devis pour les festivités de Noël | TIERS | PRESTATIONS | MONTANTS TTC | | | |
| | | | Cadeaux de Noël | | | | | |
| | | | ILUCADO | Cartes cadeaux Enfants | 1 880.00 € | | | |
| | | | VIGNOBLES CAP LEUCATE | Coffrets pour les Séniors | 3 204.40 € | | | |
| | | | TOTAL | | | 5 084.40 € | | |
| | | | Prestations pour le Village de Noël | | | | | |
| | | | LA CASE DU JEU | Location de jeux en bois pour le lundi 26/12/2022 | 154.00 € | | | |
| | | | QU'EST-CE A DIRE | Représentation "L'école des petits clowns" pour le mardi 20/12/2022 | 500.00 € | | | |
| | | | ASSOCIATION KIOSQUE | La fanfare du Père Noël pour le jeudi 22/12/2022 | 900.00 € | | | |
| | | | PTI POA | Magie de Close-Up + sculpture sur ballons et maquillage pour le mardi 27/12/2022 | 500.00 € | | | |
| | | | THEATRE GUIGNOL | Spectacle de théâtre Guignols de 45 min pour le jeudi 29/12/2022 | 600.00 € | | | |
| | | | TOTAL | | | 2 654.00 € | | |
| | | | Sous-rubrique 2 | | Décision du Maire non formalisée (Décision signature) | | | |
| | | | N° de Décision | Date | Objet | Attributaire | Montant TTC | |
| 119/2022 | 01/12/2022 | Signature d'un devis pour des réparations sur une machine LG AMNH186LTLO (Clim Maison Villageoise) | CLIMAX | 1264.51 € | | | | |

3) Délibération 2022-48 : Régularisation de la délibération 2022-44 du 4 novembre 2022 : Attribution de servitudes sur le domaine privé de la Commune et fixation du montant de l'indemnité

Le Maire lit la délibération (exposition de la situation et proposition) puis demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer.

Mme GERBER souhaite redire que : « Odile RIGONI a fait le pas de se déclarer, on aurait pu lui faire... D'autant plus que, vous le savez maintenant, elle va avoir une servitude aussi de l'ONF »

Le Maire donne la parole à M. RECASENS pour faire la synthèse de la réunion qui a eu lieu le matin même avec l'ONF pour l'aménagement de la forêt communal.

M. RECASENS : « Ils nous ont présenté les plans etc... un plan de gestion sur plusieurs années... Ils évoquent tout... tout ce qu'il y a sur les forêts... et évidemment, on a évoqué le problème des servitudes. Et M. TAPIN nous a dit, à partir du moment où il y a une servitude comme ça, eux ils sont concernés, bien sûr, c'est forestier, donc il faudra faire une convention tripartite entre l'ONF (donc entre l'Etat), la Commune et la personne qui demande, qui est la demanderesse. Et les frais de dossiers sont à la charge de la demanderesse, sachant qu'ils disent, qu'il y en a à peu près pour 500 €... D'expérience, ils disent qu'il y en a pour 500 €. »

Mme GERBER : « Voilà, donc en tout, ça lui ferait 1000 €. Je trouve que pour quelqu'un qui a eu le courage de se déclarer, alors qu'elle supportait les errements d'une précédente municipalité, bon... c'est un peu lourd. »

M. VALERY nuance : « Les errements du précédent maire, Mariette. »

Mme GERBER : « Oui... pardon (...) Donc étant donné ça, étant donné cette nouvelle information, je me demande si on ne pourrait pas nous, la Commune, faire un geste. »

Le Maire : « Voilà, donc je vous ai entendue Mariette. Donc qui est contre ? »

Mme ALBERO : « Moi je suis contre et Danielle aussi »

Mme GERBER : « Et puis il y a une lettre là, de Danielle. »

Le Maire : « Non mais Mariette, je l'ai dit... »

Mme GERBER : « Mais elle est en relation avec ce dont nous discutons »

Le Maire : « Mariette, on vient de lire la réponse de l'avocat. Suivez Mariette. »

Mme ALBERO : « C'est dans les questions diverses. »

Mme GERBER : « J'ai su que vous l'avez déplacée, mais je croyais que c'était une lettre en relation avec ce dont nous discutons... »

Le Maire : « Mariette, laissez-moi faire les débats, j'ai tout expliqué dès le début, ne me coupez plus. Qui est contre ? Deux. (à la secrétaire de mairie) Marque : Mme Patricia ALBERO, Mme Danielle DANTRESSANGLE. Qui est contre après ? »

M. VALERY : « Mariette. »

Mme GERBER : « Non je m'abstiens et Vincent PRADAL aussi. »

Le Maire : « Deux abstentions : Mariette et Vincente. Et le reste pour... Ah non excusez-moi : j'ai la procuration de Benjamin qui est contre (...) Donc le vote est acté là, y a rien d'autre ? C'est bon ? On est carré ? Parce que j'espère qu'on va y repasser »

| VOTE | POUR : 6 | CONTRE : 3 | ABSTENTION : 2 |
|------|------------------|-------------------|----------------|
| | M. LUCIEN | Mme ALBERO | Mme GERBER |
| | M. VALERY | Mme DANTRESSANGLE | M. PRADAL |
| | M. RECASENS | M. SIMON | |
| | Mme VAN DE WALLE | | |
| | Mme GELIS | | |
| | Mme MUR | | |

La délibération 2022-48 est approuvée à la majorité.

Le Maire lit la décision du Conseil.

Mme GERBER : « Attendez, je m'excuse, mais est-ce qu'on aurait pas dû dire exactement les votes ? Il faut que ça soit écrit... Sinon on va avoir encore... »

M. RECASENS : « Ça a été dit »

La secrétaire de mairie précise que dorénavant, dans les procès-verbaux, elle indiquera le sens des votes des gens afin d'éviter toute contestation, tout malentendu.

Mme GERBER : « Voilà, parce qu'il y a eu une délibération qui a été annulée parce que c'était pas justement dit comme il faut. C'est pour ça que je vérifie pour que ce soit dit et inscrit comme il faut. »

Le Maire : « Je l'ai dit »

Mme GELIS : « Tu as fait le décompte. Tu as fait le récapitulatif »

4) Délibération 2022-49 : Convention avec le Grand Narbonne Communauté d'Agglomération pour le reversement de la taxe d'aménagement perçue sur les Zones d'Activités Communautaires

Le Maire explique : « On a 3 conventions du Grand Narbonne ; 2 qu'on est obligé mais qui ne nous concernent pas trop. Je vous le lis : Convention avec le Grand Narbonne Communauté d'Agglomération pour le reversement de la taxe d'aménagement perçue sur les Zones d'Activités Communautaires. La commune de Treilles n'en a pas mais on est obligé de le passer ; peut-être un jour on en aura une. »

Il lit la délibération puis procède au vote : « Qui est contre ? Personne. Qui s'abstient ? Personne. Tout le monde est pour. »

A la secrétaire de mairie qui déclare que ce sont des délibération de principe, M. VALERY enchérit : « Ce sont des délibérations de corps : c'est-à-dire que tout le monde fasse la même chose. »

| VOTE | POUR : 11 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|------|-----------|------------|----------------|
|------|-----------|------------|----------------|

La délibération 2022-49 est approuvée à l'unanimité.

Le Maire lit la décision du Conseil municipal.

5) Délibération 2022-50 : Convention avec le Grand Narbonne Communauté d'Agglomération pour le reversement de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur les Zones d'Activités Communautaires

Le Maire : « Il y a la même chose... Je vais pas vous le relire, C'est pareil. On a pris les modèles sur celles (les délibérations) de Port-la-Nouvelle... »

M. RECASENS : « Moi je pense qu'il faudrait le lire. Pour la légalité du conseil, je pense qu'il faudrait le lire »

Le Maire donne donc lecture de la délibération à M.VALERY puis procède au vote : « *Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.* »

| | | | |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTE | POUR : 11 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|

La délibération 2022-50 est approuvée à l'unanimité.

Le Maire lit la décision du Conseil municipal.

6) Délibération 2022-51 : Convention avec le Grand Narbonne Communauté d'Agglomération pour le reversement d'une partie de la fiscalité économique aux communes supportant des installations éoliennes et photovoltaïques

Le Maire : « *La 3^{ème} c'est la même chose, c'est sur les éoliennes. Je vous lis un paragraphe dans la convention :*

Les installations mises en place avant l'entrée de la commune dans la communauté d'agglomération et dont le produit fiscal de ces installations est déjà restitué aux communes au travers des attributions de compensation : pas de reversement ; *c'est notre cas.*

Pour les installations nouvelles dont le permis de construire a été délivré après l'entrée de la commune dans la Communauté d'Agglomération et dont le raccordement au réseau a eu lieu avant le 1er janvier 2019, le partage est le suivant :

Pour les installations éoliennes et photovoltaïques : 50% du produit de la CFE, de la CVAE et de l'IFER revenant au Grand Narbonne sera reversé aux communes concernées.

Pour les installations nouvelles dont le permis de construire a été délivré après le 1er janvier 2019, et dont le raccordement a eu lieu après cette même date, le partage est le suivant :

Pour les installations photovoltaïques : 50% du produit de la CFE, de la CVAE et de l'IFER revenant au Grand Narbonne sera reversé aux communes concernées.

Pour les installations éoliennes : 50% du produit de la CFE, de la CVAE et 30% du produit de l'IFER revenant au Grand Narbonne sera reversé aux communes concernées.

Mme GERBER : « *Donc toutes les photovoltaïques qu'on va installer...* »

M. VALERY : « *Donc voilà, LINAS, le projet photovoltaïque, 50% ...* »

Le Maire : « *Et les éoliennes comme elles ont été faites avant le Grand Narbonne...* »

Mme GERBER : « *Oui ça j'ai compris* »

Le Maire : « *J'en profite pour vous dire que je me suis occupé de prendre les devants avec le Grand Narbonne par rapport à notre repowering. Les éoliennes vont monter en capacité de mégawatts : ça va nous faire à peu près 60 000 € de plus reversé du Grand Narbonne. Donc je la lis celle-là aussi ?* »

M. RECASSENS : « *Oui oui* »

Le Maire lit la délibération puis procède au vote : « *Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.* »

| | | | |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTE | POUR : 11 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|

La délibération 2022-51 est approuvée à l'unanimité.

Le Maire lit la décision du Conseil municipal.

7) Délibération 2022-52 : Demande de subvention au SYADEN pour la rénovation de l'éclairage public 2023

Le Maire quitte la séance pour ne pas prendre part au vote en tant que Vice-Président du SYADEN.

M. VALERY : « *En fait, c'est une demande au SYADEN pour la rue Bellevue : effacement des réseaux. J'en profite pour préciser que le Maire a négocié avec l'entreprise qui met la fibre, pour qu'ils mettent une gaine supplémentaire pour enterrer ce réseau et plus avoir ces poteaux hideux en plein milieu. Je pense qu'on en profitera aussi pour modifier les lampadaires, comme ceux de la toscane, qui s'éteignent et qui se rallument...* »

Mme GERBER : « *Justement, je voulais en parler parce que, à une réunion où nous étions, le SYADEN a proposé tout un système de révision de l'éclairage public, et il y avait notamment des modifications de lampadaires, il y avait des questions de sécurité... donc je voudrais savoir si, ce que nous avons entendu, cette proposition a été prise en compte.* »

M. RECASSENS : « *Oui* »

M. VALERY : « *Si, c'est-à-dire que le remplacement des lampadaires... ces vieilles torches, c'est terminé : on va mettre exactement les mêmes qu'on a mis sur la Toscane* »

M. RECASSENS : « *Oui et les histoires de sécurité, c'est par exemple, il y avait 2 lampadaires qui n'étaient pas reliés à la terre, c'est des bricoles. Mais c'est un truc qu'il faut faire rapidement.* »

Mme GERBER : « *Et il y avait aussi une proposition d'économie d'énergie en faisant des variations la nuit (...) ça permettait d'économiser 30 à 40 % d'énergie. Donc je voudrais savoir si c'est pris en compte là-dedans.* »

M. VALERY : « *Mais Mariette, je vous dis que la rue Bellevue va avoir des lampadaires qui s'éteignent comme ceux de la Toscane.* »

Mme GERBER : « *Donc y a rien de plus à faire que ça ?* »

M. VALERY : « *Non (...) Tous les lampadaires qui vont être changés sur Treilles, hors les travaux d'urgence, vont être maintenant à variation d'intensité* »

Mme GERBER : « *OK* »

M. VALERY lit la délibération et demande à l'assemblée de se prononcer à ce sujet : « *Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.* »

| | | | |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTE | POUR : 11 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|

La délibération 2022-52 est approuvée à l'unanimité.

M. VALERY lit la décision du Conseil municipal.

Le Maire revient : « *Merci M. VALERY* »

Mme GERBER interroge : « *Ce problème, cette question de variation, est-ce que c'est simplement pour la rue Bellevue ou est-ce que ça va être étendu à tout le village ?* »

Le Maire : « *Au fur et à mesure...* »

M. RECASSENS : « *Est-ce que vous vous souvenez des sommes pharaoniques ? (...) Tout ne peut pas se faire en 2 ans* »

Mme GELIS : « *On avait bien dit qu'au fur et à mesure ça changerait, il fallait s'adapter.* »

Le Maire : « *Est-ce que vous savez depuis 3 ans combien on a mis dans l'éclairage public ? Je vais vous le dire (...)* »

M. VALERY : « *Pour compléter la question de Mariette, la technologie en matière d'éclairage publique évolue tous les ans. Donc je pense qu'on a tout intérêt à faire cela par cycle, parce que peut-être que dans 2 ans, ça sera des lampadaires autonomes ; ça commence à arriver sur le marché.* »

Le Maire : « *Quand je suis allé au salon des Maires, pour la salle polyvalente, il n'y aura ni câble ni tranchée, ni coffret, rien. Tout sera en solaire maintenant, garanti 10 ans (...) Tout a évolué. Et là, j'étais en train de dire, pour l'éclairage public, on est presque à 80 000 € depuis le début du mandat (...). On ne fera pas la rue principale de Treilles, c'est trop récent.* »

Mme GERBER : « *Oui vous l'aviez dit ça* »

Le Maire : « *Bellevue ça date de 1980 l'éclairage.* »

8) Délibération 2022-53 : Vente d'une partie de la parcelle communale B 1425

Le Maire lit la délibération (exposition, information, proposition)

Le Maire : « Effectivement j'avais appuyé qu'il fallait vendre cette partie sinon il fallait faire une servitude de passage du tout à l'égout. »

M. RECASENS : « Juste, pour situer pour ceux qui ne le savent pas : c'est juste en face de chez moi. »

Le Maire : « Donc on attend qu'ils achètent à la SCI BOIS DE BOUT ; une fois qu'ils ont acheté, on signera la vente. »

M RECASENS : « C'est pas la parcelle, parce que la parcelle est partagée par le chemin (...) Il y a une division parcellaire. »

Le Maire : « Oui, c'est eux qui vont tout payer (...) Donc je passe au vote : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

| | | | |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTE | POUR : 11 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|

La délibération 2022-53 est approuvée à l'unanimité.

Le Maire lit la décision du Conseil municipal.

Le Maire apporte quelques précisions : « Donc M. MARLAND va être docteur à Port-Leucate à partir du 1^{er} janvier (...) et ça fait un de plus qui m'a demandé que si on fait un cabinet médical sur Treilles, il assurerait les permanences. On va en avoir 3 (des médecins). (...)J'annonce un peu l'avancement par rapport au cabinet sur la route principale (derrière M. FINIZIO) : Ils ont déposé un CU opérationnel, ça fait une quinzaine de jours qu'il est parti. Sitôt qu'il y a un CU opérationnel, un architecte va faire les plans, il y aura la demande du permis, et donc il faudra prendre une décision importante au conseil. Parce que dans la négociation qu'on a fait ensemble avec Bernard quand ils sont venus, on a dit : ils nous construisent un cabinet, dont la mairie sera propriétaire, et en échange, on leur donne le terrain. C'est à peu près... on est gagnant quand même, ça va coûter un peu plus cher que le terrain. »

M. VALERY : « Sachant que les projets HLM maintenant, ils ne les font que si la mairie donne le terrain quoi qu'il arrive. »

Le Maire : « Donc là, normalement il y aura un cabinet médical, qui pourra servir aussi pour une infirmière, et je crois qu'il y a 7 ou 8 appartements... »

M RECASENS : « 10 »

Mme GERBER : « Ah bon ? »

Le Maire : « Oui, F3, F2 »

M.RECASENS : « Ce sont des petits appartements : des T2, des T3 »

M. VALERY : « C'est que qu'ils appellent la division des ménages »

Le Maire : « Mariette, pour le moment il y a le CU. Le jour où ils vont venir nous présenter les plans et tout, on sera convié à la réunion (...) Si le CU est refusé, rien ne se fera. »

9) Délibération 2022-54 : Décision modificative au Budget du Lotissement Communal

Le Maire : « On est obligé d'abonder un compte du lotissement pour des travaux parce qu'il y a une borne d'incendie qui a été positionnée sur la parcelle de M. ATHOUM. Alors M. ATHOUM construit et il est venu me voir en me disant « la borne est chez moi » .

(Le Maire explique en matérialisant devant lui) C'est-à-dire, il y a 4 places de parking, celle-là fait partie de la parcelle, celle là fait partie de l'autre parcelle et au milieu, il y a 2 places pour les gens qui viennent. La borne elle est là : sur le parking qui fait partie de la parcelle ; ça a été vachement bien suivi. Montant de l'opération : 5 700 € pour déplacer la borne. »

A Mme GERBER qui demande si c'est à la Commune de le faire, le Maire répond que c'est communal.

Mme GELIS : « Une borne incendie c'est communal »

Le Maire : « Ça revient à la même chose que pour le petit VEZZARRO. L'ancien maire a vendu une parcelle, où il devait y avoir des escaliers, à M. ONCINS, ça a tout décalé. Quand l'autre il a posé son permis, il avait le compteur (EDF) devant le garage : 5 000 € de plus. »

Le Maire lit la délibération.

La secrétaire de mairie explique : « En fait, on ajoute 5 700 au compte 605 et on enlève 5 700 au compte 65888 qui est un compte... « fourre-tout ». Donc on reste pareil »

Mme GERBER demande qui est responsable de cette erreur.

Le Maire : « Je viens de le dire »

Mme GERBER : « Non... C'est l'ancienne mairie donc ? L'ancien conseil municipal ? »

Le Maire : « C'est l'ancien maître d'ouvrage. »

M. VALERY : « Parce que vous pensez que le conseil municipal va voir où sont implantées les bornes incendie Mariette ? Vous le savez vous où sont les bornes incendies sur le lotissement ? »

Mme GELIS : « C'est l'architecte »

Mme GERBER : « Donc l'architecte là c'était CERTAIN ? »

Le Maire : « Oui, bien sûr. Mais j'en veux pas tellement à CERTAIN, Mariette. Vous savez, quand il y a des travaux sur votre commune, il faut les suivre (...) Il faut s'occuper des chantiers.»

Mme GERBER : « C'est ça... C'est bien ce que j'ai dit. »

Le Maire : « Alors pour cette modification budgétaire, je vous demande de voter : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

| | | | |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTE | POUR : 11 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|

La délibération 2022-54 est approuvée à l'unanimité.

Le Maire lit la décision du Conseil municipal.

10) Délibération 2022-55 : Décision modificative au Budget Principal

Le Maire laisse la parole à la secrétaire de mairie.

La secrétaire de mairie : « Je vous ai distribué des documents pour comprendre ; ce sont mes documents de travail, les tableaux seront remis au propre pour la délibération.

Tout part du fait que M FERRAS m'a demandé de régulariser une situation « irrégulière » de 2006 sur un emprunt : il y a une somme de 8 979.40 € qui se balade... on ne sait pas trop à quoi elle correspond, mais il faut l'injecter au budget. Donc cette somme-là, il me demande la mettre au compte 7788 qui correspond à des produits exceptionnels divers et ensuite de faire un jonglage pour équilibrer les dépenses et les recettes.

2^{ème} raison, c'est qu'on perçoit depuis 2020 des chèques concernant le remboursement du sinistre, l'incendie qu'il y a eu sur Treilles. La personne a été condamnée à verser plus de 200 000 € à la commune ; elle a versé un certains nombre de chèques et aujourd'hui, il lui reste 195 434 €. Il fallait inscrire cette somme dès le départ dans le budget et après jouer la balance. »

Le Maire : « C'est-à-dire, dans le budget, sur je ne sais pas combien d'années, on va rentrer 200 000 € »

Mme GERBER : « On l'avait voté ça qu'il puisse payer ... (petit à petit) »

M. RECASENS : « Ça se vote pas ça ; On n'est pas juge d'application des peines (...) C'est une décision de justice »

M. VALERY : « Il lui faut quasiment 980 mois à rembourser... Ça fait 81 ans »

La secrétaire de mairie : « 3^{ème} raison, avec M. FERRAS, nous avons constaté des recettes qui n'avaient pas été prévues, donc des recettes supplémentaires. Parce que dans tout budget, il faut voir quelles sont les recettes pour prévoir les dépenses. Nous souhaitons notamment approvisionner le compte « Fêtes et Cérémonies » »

La secrétaire de mairie invite les élus à suivre ses explications sur les documents préalablement distribués (cf annexe 1)

- Les recettes (page 3) : lecture du tableau avec apport de précisions
- Les dépenses (pages 1 et 2) : explications sur la raison des réductions et ouvertures de crédit

La secrétaire de mairie donne un exemple : « Au compte 60611 (eau et assainissement), on a tout payé donc il reste 315.31 € : je le réduis comme ça, ça permet ... d'être juste »

M. VALERY : « Donc dans les grandes masses, investissement : + 63 153.31 et fonctionnement : + 286 382.99. »

La secrétaire de mairie : « C'est ça... en recettes et en dépenses. On a équilibré avec M. FERRAS pour que la balance soit correcte... »

Le Maire : « Ça me fait peur ça (le surplus de fonctionnement)... »

La secrétaire de mairie : « Oui mais c'est à cause du 195 434... Donc ce qui était important de dire, c'était donc qu'on demandait une rallonge au compte Fêtes et Cérémonies » »

Le Maire précise : « L'année prochaine, on ne va pas faire le 14 juillet, ce sera Caves... Effectivement, je suis un maire festif, mais bon, ça coûte cher. »

M. VALERY : « Tu ne fais pas la fête pour toi, c'est pour les villageois »

M. RECASENS : « Juste, si je peux me permettre, puisqu'on en est sur les fêtes et les cérémonies, sur la page FACEBOOK, il y a quelqu'un qui a commenté sur le village de Noël et qui a mis :

Je trouve ça super de faire un marché de Noël, ça change. J'ai habité en étant plus jeune à Treilles et j'aurais aimé avoir ça. »

La secrétaire de mairie donne quelques précisions sur les documents distribués pour les comptes « Alimentation » et « Fêtes et Cérémonies » (annexes 2 et 3)

Le Maire lit la délibération et demande à l'assemblée de bien vouloir délibérer : « Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

| | | | |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTE | POUR : 11 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|

La délibération 2022-55 est approuvée à l'unanimité.

Le Maire lit la décision du Conseil municipal.

11) Délibération 2022-56 : Convention de sponsoring pour le financement du Village de Noël

Le Maire lit la délibération et résume la convention qui s'y rapporte (validée par les avocats).

Mme GERBER demande des informations sur les entreprises : « Ce sont les entreprises de bâtiment ? »

Le Maire : « Les gens qui travaillent ici ; je leur ai demandé. J'ai demandé à : FONS ET KARA qui fait plusieurs maisons, VIBEL qui fait la maison du restaurateur là-haut, CATHAR qui a fait la rue de Mairie, SALAMONE, MAGA...

Alors donc je vous demande de voter la Convention de sponsoring pour le financement du Village de Noël. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. »

| | | | |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|
| VOTE | POUR : 11 | CONTRE : 0 | ABSTENTION : 0 |
|-------------|------------------|-------------------|-----------------------|

La délibération 2022-56 est approuvée à l'unanimité.

Le Maire lit la décision du Conseil municipal.

12) Questions diverses

M. VALERY s'excuse car il doit s'en aller.

Le Maire donne la parole à Mme ALBERO.

1. Courrier de Mme DANTRESSANGLE

Il est donné lecture par Mme Patricia ALBERO d'une déclaration de Mme Danielle DANTRESSANGLE en réponse à sa mise en cause par M. Bernard RECASSENS lors du conseil municipal du 19 novembre 2022. Elle dément tout lien particulier avec Mme RIGONI à laquelle la commune a accordé une servitude de passage lors du conseil municipal du 19 novembre 2022 et pour laquelle elle a déposée un amendement concernant le montant de l'indemnité de servitude. La déclaration est annexée aux pièces du présent conseil municipal. (annexe 4)

A l'issue de la lecture, la secrétaire de mairie souhaite apporter une précision : « *Je voudrais juste, si vous le permettez, réagir sur 1 point, puisque c'est de l'administratif et c'est moi qui est effectué la demande sur la plateforme. Donc je réagis sur le passage où il est dit :*

En effet, c'est la **valeur de cession** des terrains qui avait été demandée à cet organisme et non l'évaluation d'une indemnité d'occupation des sols pour ouverture d'une servitude.
A mauvaise question, mauvaise réponse ; à mauvaise réponse, mauvais calcul.

Alors, quand on remplit le formulaire, il y a des cases à cocher, et il n'y avait pas « ouverture de servitude ». Donc ce qui se rapportait le plus de ce qu'on voulait, c'était la valeur du terrain, donc la valeur de cession, que j'ai coché, mais j'ai rajouté (dans la partie) « projet et prix envisagé » :

création d'une servitude avec versement d'une indemnité d'occupation des sols pour régularisation.

C'était quand même précisé dans le 1^{er} avis. »

Mme GELIS : « *Et c'est pour ça que quand ils rendent l'avis, à la fin ils marquent la servitude dedans. Je l'ai lu l'avis. »*

Mme GERBER : « *Il y a 2 choses dans cette lettre, à mon avis ça aurait dû être séparé.*

Il y a le problème de la servitude, de la discussion de la servitude et je regrette que cette partie n'ait pas été lue quand on décidé ça, c'est dommage. Et puis il y a le problème avec Bernard, ça c'est une autre histoire, à mon avis qu'ils doivent régler entre eux. Moi je suis adhérente à la Treilloise, et je ne me suis pas sentie... jamais, de dire tu votes ou tu votes pas etc... Mais je revendique : je suis adhérente à la Treilloise et je participe... »

M. RECASSENS : « *Quand on appuie là où ça fait mal, il y a toujours une réaction. »*

Mme GERBER : « *Moi je regrette quand même qu'on ait pas pu lire la partie de la lettre qui correspondait (à la servitude)... »*

Mme GELIS : « *A un moment donné, je pense quand même qu'il va falloir revoir un peu les valeurs défendues. On a tous eu un projet commun pour les élections, on a défendu la démocratie ... Ça fait 3 fois qu'on vote la même chose, 3 fois que le vote est identique et on revient encore dessus... »*

Mme GERBER : « *On peut regretter si tu veux que la décision... »*

Mme GELIS : « *On peut le regretter... Moi il y a d'autres décisions pour lesquelles j'ai été contre, j'ai regretté que la majorité ait voté pour... mais il y a un moment donné, tant pis : les autres sont pour. Ça s'appelle la démocratie. »*

Mme GERBER : « *Oui... On est d'accord. »*

Le Maire : « *C'est le gros problème de ce conseil, et vous la première (à Mariette). Vous revenez encore là-dessus en disant j'aurais aimé, j'aurais aimé... Au bout d'un moment, quand le vote est fait, on arrête.»*

Mme GELIS : « *Ça a été voté. On va pas y revenir encore une 4^{ème} fois. On va pas voté la même décision à tous les conseils pendant 1 an. »*

M. RECASENS : « *Ce qui est dommage quand même, c'est que mon intervention était par rapport à Danielle, et le droit de réponse est par M. DE CARO. Parce que là vous pouvez dire ce que vous voulez, c'est lui.* »

Mme ALBERO : « *Et lu par Mme ALBERO mais qui n'a rien à voir ...* »

Mme GERBER : « *Qu'est-ce qui vous permet de dire ça ? Pourquoi ce serait pas Danielle ?* »

M. RECASENS : « *Pourquoi ce serait pas Danielle ? Parce que, à force de lire les choses de M. DE CARO, je commence à savoir comment il écrit. Il n'y a pas besoin que ce soit manuscrit pour trouver l'auteur.* »

Le Maire : « *Mariette, c'est la même chose : dans les mois qui vont arriver, on va voter notre PLU : on fait qui est contre et qui s'abstient, si c'est pour, on arrête.* »

Mme ALBERO : « *C'est ça* »

Le Maire : « *On arrête, on ne revient pas. Tout ça c'est fatigant.* »

Mme GERBER : « *On a l'impression de ne pas être assez entendue(s).* »

Séance levée à 19 h 58

Le président,

Gérard LUCIEN

Maire

Le secrétaire de séance,

Benoit VALERY

2^{ème} Adjoint

| | | |
|------------|----------------------------------|-------|
| 06/12/2022 | Edition de Décision Modificative | 1 / 3 |
|------------|----------------------------------|-------|

Décision modificative n°2 (Crédit supplémentaire)

Description : Décision Modificative

date de délibération : 07/12/2022

| Voté | Imputation | Dispo | OUVERT | REDUIT | Commentaires |
|--------|----------------|----------|-----------|-----------|---------------------------------|
| 4000 | D F 011 60611 | 315,31 | | 315,31 | |
| 30000 | D F 011 60612 | 1211,47 | 5 000,00 | | Reste 2 mois (= 2500/mois) |
| 18000 | D F 011 60623 | -3600,77 | 7 000,00 | | = 25000 selon analyse présentée |
| 500 | D F 011 60628 | 113,72 | | 113,72 | |
| 6000 | D F 011 60631 | 1554,65 | | 750,00 | |
| 3500 | D F 011 60633 | -1295,12 | 1 500,00 | | |
| 2000 | D F 011 60636 | 487,78 | | 487,78 | |
| 3500 | D F 011 6064 | 1103,01 | | 1 103,01 | |
| 1300 | D F 011 6065 | 950,16 | | 450,00 | Reste 1 facture 500 € |
| 700 | D F 011 6067 | 322,40 | | 322,40 | |
| Rien | D F 011 6068 | | 6 600,00 | | Achat sapins et florage |
| 20000 | D F 011 611 | 450,13 | 2 000,00 | | Service Paie CDG11 |
| 2300 | D F 011 61521 | 2000 | | 1 000,00 | Reste 1 facture 960 € |
| 8400 | D F 011 615221 | 3183,46 | | 400,00 | Pour équilibrer |
| 4000 | D F 011 615228 | -7167,61 | 8 000,00 | | |
| 15000 | D F 011 615232 | 2363,40 | | 1 500,00 | Pour équilibrer |
| 5000 | D F 011 61551 | 1978,91 | | 1 000,00 | Pour équilibrer |
| 1000 | D F 011 61558 | 785,32 | | 285,32 | Pour équilibrer |
| 6000 | D F 011 6156 | -1495,81 | 1 500,00 | | |
| 28000 | D F 011 6161 | -1962,03 | 1 962,03 | | Augmentat° Assurance |
| 1000 | D F 011 6184 | 1000 | | 1 000,00 | |
| Rien | D F 011 6188 | | 150,00 | | Paiement retranscript° CN |
| 1000 | D F 011 6231 | 569,45 | | 569,45 | |
| 32000 | D F 011 6232 | 10328 | 10 000,00 | | Prévisions |
| 1000 | D F 011 6251 | 1000 | | 1 000,00 | |
| 500 | D F 011 6256 | 412,80 | | 412,80 | |
| 500 | D F 011 627 | 392,40 | | 300,00 | Pour équilibrer |
| 1800 | D F 011 6281 | 1800 | | 1 800,00 | |
| 8000 | D F 011 63512 | 255 | | 255,00 | |
| 100 | D F 011 63513 | 69 | | 69,00 | |
| 5000 | D F 012 6336 | 1931,21 | | 1 900,00 | |
| 157200 | D F 012 6411 | 41040,63 | | 20 000,00 | Pour équilibrer |

| | | |
|------------|---|-------|
| 06/12/2022 | Edition de Décision Modificative | 2 / 3 |
|------------|---|-------|

Décision modificative n°2 (Crédit supplémentaire)

Description : Décision Modificative

date de délibération :
07/12/2022 07/12/2022

| Vote | Imputation | Disp | OUVERT | REDUIT | Commentaires |
|------------|---------------------|------------|------------|-----------|---|
| 10000 | D F 012 6413 | 7466,41 | 5 000,00 | | Prévisions = 112000 € |
| 1500 | D F 012 64168 | 1633,56 | | 1 633,56 | Départ d'1 CUI |
| 5000 | D F 012 6451 | 4374,46 | 5 000,00 | | Pour équilibrer |
| 53000 | D F 012 6453 | 22494,84 | | 16 000,00 | Pour équilibrer |
| 4000 | D F 012 6455 | 20,22 | 649,42 | | Prévisions = 4400 (montant pour équilibrer) |
| 5000 | D F 012 6458 | 774 | | 774,00 | |
| Rien | D F 014 73916 | | 15 170,00 | | Selon EDET nov (Prévisions) |
| 345 123,39 | D F 023 023 (ordre) | 345 123,39 | 72 108,34 | | |
| Rien | D F 65 6518 | | 950,55 | | SACEN |
| 26000 | D F 65 6531 | 1780,63 | 500,00 | | Prévisions 26624 |
| 500 | D F 65 6533 | 637,44 | | 200,00 | Pour équilibrer |
| 500 | D F 65 6535 | 500 | | 500,00 | |
| 1000 | D F 65 6541 | 1000 | | 1 000,00 | |
| 50000 | D F 65 65548 | -4060,06 | 4 950,00 | | ↙ inversion |
| 4950 | D F 65 65738 | 4950 | | 4 950,00 | ↘ |
| 300 | D F 68 6817 | 300 | 195 434,00 | | Dépréciation (cf Recette 7588) |
| Rien | D I 16 1678 OPFI | | 8 979,40 | | Régularisat° Emprunt 2006 (Recette 7788) |
| 17280 | D I 20 2031 43 | 2780,13 | 12 781,90 | | Avenant ND + Etudes supplem. |
| Rien | D I 20 2033 43 | | 968,12 | | Publication MP. |
| 25239,20 | D I 21 21318 47 | 24007,20 | | 23 448,50 | Mauvaise évaluat° des PAR |
| 63079 | D I 21 21318 48 | -33560,19 | 33 560,19 | | Mauvaise évaluat° des PAR |
| 12000 | D I 21 21318 52 | -2584,05 | 2 584,05 | | Mauvaise évaluat° des PAR |
| 20000 | D I 21 21318 65 | -450,94 | 450,94 | | Surcoût Travaux Restaurant |
| 12756 | D I 21 2135 33 | 12756 | | 12 756,00 | mauvaise imputation |
| Rien | D I 21 2135 68 | -954 | 954,00 | | Crédits sur l'opérat° (2188) |
| Rien | D I 21 2138 47 | -277,02 | 277,02 | | Erreur imput. (aurait du être 2318) |
| Rien | D I 21 2152 33 | -12756 | 12 756,00 | | Bonne imputation. |
| 72106,80 | D I 21 2152 38 | 0 | 6 500,00 | | Besoin ouverture tranchées |
| Rien | D I 21 2152 OPNI | -3618 | 3 618,00 | | Pose garde-corps Boulevardrome |
| Rien | D I 21 2161 OPNI | -1400 | 1 400,00 | | Fresque. |
| Rien | D I 21 2181 68 | -702 | 702,00 | | Crédits sur l'opération (2188) |
| Rien | D I 21 2184 OPNI | -6636,52 | 6 636,52 | | Achat Divers. |

| | | |
|------------|---|-------|
| 06/12/2022 | Edition de Décision Modificative | 3 / 3 |
|------------|---|-------|

Décision modificative n°2 (Crédit supplémentaire)

Description : Décision Modificative

date de délibération :
07/12/2022 07/12/2022 07/12/2022

| Voté | Imputation | Disp. | OUVERT | REDUIT | Commentaires |
|-----------|-------------------------|------------|------------|-----------|------------------------------------|
| Rien | D I 21 2188 64 | -2937,84 | 2 937,84 | | Achat Guirlandes lum. |
| Rien | D I 21 2188 OPNI | -4251,83 | 4 251,83 | | Achat Matériel Divers. |
| 40000 | RF 013 6419 | -18910,17 | 25 000,00 | | Reste au moins (2 x 2900 €) |
| Rien | RF 70 70323 | | 221,00 | | RODP Electricité 2022 |
| 13000 | RF 70 7067 | 980,30 | 5 000,00 | | Prévisions = 18000 (≈1500€/m) |
| Rien | RF 70 70688 | -750 | 750,00 | | mauvaise imput. (normalem 7088) |
| 16000 | RF 70 7078 | -7064,10 | 14 000,00 | | Selon analyse (=30.000€) |
| 500 | RF 70 70876 | 500 | | 500,00 | |
| 5512 | RF 70 7088 | 3192 | | 3 012,00 | mauvaise imput (normalem 7088) |
| 78000 | RF 73 73111 | 360 | 15 170,00 | | Selon EDET (9170 €) |
| 13500 | RF 73 7381 | -3084 | 3 084,00 | | Selon Notif d'attribut° (16584€) |
| 158000 | RF 75 752 | -3786,73 | 3 786,73 | | |
| 14950 | RF 75 7588 | -184384,96 | 195 434,00 | | Titre Remboursem. (mandat 6817) |
| Rien | RF 77 7713 | | 4 500,00 | | Participat° financière Entreprise |
| Rien | RF 77 7788 | -13969,86 | 22 949,26 | | =13969,86 + 8979,40 |
| 345123,39 | RI 021 021 OPFI (ordre) | 345123,39 | 72 108,34 | | |
| 18737,02 | RI 10 10222 OPFI | 10715,37 | | 10 715,37 | Erreur de calcul (FCTVA 8021,65€) |
| 3000 | RI 10 10226 OPFI | -12041,45 | 12 041,45 | | Méconnaissance des Recettes |
| 10000 | RI 13 1322 34 | -1919,06 | 1 919,06 | | Selon notif subv. (11919,06 €) |
| Rien | RI 13 1322 52 | -10 000 | 10 000,00 | | Selon notif subv. (10.000€) |
| Rien | RI 13 13256 38 | -30 000 | 30 000,00 | | Erreur imputat° (subv 2 d 22) |
| 15823,71 | RI 13 1341 34 | 305,40 | | 305,40 | Réajustem. subv. en fonct° de penx |
| 15000 | RI 13 1346 38 | 15000 | | 15 000,00 | Erreur imputat° |
| 38000 | RI 16 1641 66 | 38000 | | 38 000,00 | Emprunt non réalisé |
| Rien | RI 16 165 OPFI | -1105,23 | 1 105,23 | | 2 cautions (850 € & 255,23€) |

| DETAIL PAR SECTION | | Investissement | Fonctionnement |
|--------------------|--------------------|------------------|-------------------|
| Dépenses : | Ouvertures | 99 357,81 | 343 474,34 |
| | Réductions | 36 204,50 | 57 091,35 |
| Recettes : | Ouvertures | 127 174,08 | 289 894,99 |
| | Réductions | 64 020,77 | 3 512,00 |
| Equilibre : | Ouv. - Red. | +63153,31 | +286382,99 |

| EQUILIBRE | |
|--------------------|-----------|
| Solde Ouvertures | 25 763,08 |
| Solde Réductions | 25 763,08 |
| Ouv. - Réd. | |

| Bord. | N° | Tiers | Imputations | Information | Désignation | Date | TTC |
|--------------|-----|--|--------------------------|-------------|---|---------------|--------------------|
| 3 | 22 | LAVAZZA France (code : 271) | D F 011 60623 | MV | ACHAT CAFE pour la MV | 25/01/2022 | 310.55 € |
| 15 | 63 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | Fonctionnement -Chap.011 | MV | PAINS VIENNOISERIES Janvier 2022 | 08/02/2022 | 340.80 € |
| 15 | 64 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ACHAT produits alimentaire épicerie MV janvier 2022 | 08/02/2022 | 362.97 € |
| 30 | 108 | NESPRESSO FRANCE (code : 181) | D F 011 60623 | mairie | ACHAT CAFE mairie | 17/02/2022 | 344.50 € |
| 44 | 149 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | D F 011 60623 | cantine | ACHAT PAINS CANTINE février 2022 | 14/03/2022 | 115.50 € |
| 44 | 150 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | D F 011 60623 | MV | ACHAT PAINS ET VIENNOISERIES MV février 2022 | 14/03/2022 | 109.90 € |
| 44 | 151 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION MV février 2022 | 14/03/2022 | 402.01 € |
| 51 | 180 | DE BUSSCHERE - Dany (code : 370) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de MIEL MV | 22/03/2022 | 175.00 € |
| 55 | 188 | ROCASUD - SUPER U (code : 129) | Fonctionnement -Chap.011 | marie | ACHAT PRODUITS pour TOMBOLA | 06/04/2022 | 76.42 € |
| 58 | 204 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | D F 011 60623 | cantine | ACHAT PAINS POUR LA CANTINE mars 2022 | 06/04/2022 | 156.45 € |
| 58 | 205 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | D F 011 60623 | MV | ACHAT PAINS MV mars 2022 | 06/04/2022 | 122.10 € |
| 58 | 206 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT VIENNOISERIES MV mars 2022 | 06/04/2022 | 77.73 € |
| 64 | 215 | LAVAZZA France (code : 271) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de CAFE MV | 07/04/2022 | 271.38 € |
| 65 | 222 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION EPICERIE MV mars 2022 | 07/04/2022 | 499.44 € |
| 84 | 273 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | D F 011 60623 | MV | ACHAT VINS MV | 25/04/2022 | 103.40 € |
| 91 | 304 | METRO CASH (code : 114) | D F 011 60623 | MV | ACHAT ALIMENTATION MV soirée disco du 29/04 | 11/05/2022 | 618.73 € |
| 92 | 315 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | D F 011 60623 | MV | ACHAT PAINS ET VIENNOISERIE avril 2022 | 11/05/2022 | 221.15 € |
| 92 | 316 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | erreur | ACHAT de GAZOLE Avril 2022 | 11/05/2022 | 124.00 € |
| 92 | 317 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION EPICERIE MV avril 2022 | 11/05/2022 | 448.84 € |
| 96 | 337 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT PRODUITS ALIMENTAIRES MV | 17/05/2022 | 403.79 € |
| 103 | 369 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHATS de GLACES - MV | 20/05/2022 | 253.24 € |
| 107 | 382 | Brasserie Parallèle 42 (code : 378) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE BIERES MV | 31/05/2022 | 132.00 € |
| 114 | 399 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION EPICERIE MV mai 2022 | 07/06/2022 | 374.19 € |
| 116 | 405 | METRO CASH (code : 114) | D F 011 60623 | MV | PROVISIONS MV POUR DEBUT ETE 2022 | 13/06/2022 | 1 219.12 € |
| 125 | 441 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE BAGUETTES et VIENNOISERIES | 17/06/2022 | 255.09 € |
| 125 | 442 | DE BUSSCHERE - Dany (code : 370) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE MIEL | 17/06/2022 | 145.50 € |
| 125 | 443 | LAVAZZA France (code : 271) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE CAFE MV | 17/06/2022 | 262.10 € |
| 126 | 445 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | Fonctionnement -Chap.011 | MV | ACHAT DIVERS BOULANGERIE | 17/06/2022 | 198.60 € |
| 134 | 465 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT BAGUETTES ET VIENNOISERIES | 28/06/2022 | 153.41 € |
| 134 | 466 | METRO CASH (code : 114) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION EPICERIE MV | 28/06/2022 | 484.59 € |
| 140 | 479 | GODRET - SEBASTIEN (code : 524) | D F 011 60623 | MV | ACHAT VINS MV | 05/07/2022 | 72.00 € |
| 140 | 480 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | D F 011 60623 | MV | ACHAT VINS MV | 05/07/2022 | 333.30 € |
| 140 | 481 | VIVANCOS - ARNAUD (code : 523) | D F 011 60623 | MV | ACHAT VINS MV | 05/07/2022 | 48.00 € |
| 143 | 497 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT PAINS ET VIENNOISERIES | 06/07/2022 | 140.06 € |
| 145 | 511 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION EPICERIE MV juin 2022 | 15/07/2022 | 528.26 € |
| 145 | 512 | METRO CASH (code : 114) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION VENDREDIS DE LA MV | 15/07/2022 | 912.26 € |
| 145 | 513 | NESPRESSO FRANCE (code : 181) | D F 011 60623 | mairie | ACHAT de CAFE mairie | 15/07/2022 | 425.10 € |
| 156 | 554 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | Fonctionnement -Chap.011 | MV | ACHAT de VINS | 22/07/2022 | 264.70 € |
| 161 | 564 | LAVAZZA France (code : 271) | D F 011 60623 | MV | ACHAT CAFE MV | 25/07/2022 | 280.38 € |
| 161 | 565 | ROCASUD - SUPER U (code : 129) | D F 011 60623 | MV | ACHAT TAPAS MV + EAU | 25/07/2022 | 41.44 € |
| 166 | 577 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT ALIMENTATION MV | 03/08/2022 | 755.71 € |
| 166 | 578 | GELIS Thierry (code : 537) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de Vin pour la MV | 03/08/2022 | 60.00 € |
| 166 | 579 | METRO CASH (code : 114) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION soirée MV | 03/08/2022 | 590.73 € |
| 168 | 586 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | erreur | CARBURANT juillet 2022 | 05/08/2022 | 406.51 € |
| 173 | 595 | DE BUSSCHERE - Dany (code : 370) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de MIEL épicerie MV | 16/08/2022 | 199.00 € |
| 176 | 624 | METRO CASH (code : 114) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de produits alimentaires pour soirée MV | 18/08/2022 | 304.06 € |
| 176 | 625 | ROCASUD - SUPER U (code : 129) | D F 011 60623 | MV | ACHAT PRODUITS ALIMENTAIRES MV | 18/08/2022 | 133.21 € |
| 176 | 626 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE VINS festa rosa pour la MV | 18/08/2022 | 132.00 € |
| 177 | 633 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION épicerie MV juillet 2022 | 18/08/2022 | 696.26 € |
| 180 | 643 | Brasserie Parallèle 42 (code : 378) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de BIERES MV juin et août 2022 | 26/08/2022 | 261.60 € |
| 180 | 644 | ROCASUD - SUPER U (code : 129) | D F 011 60623 | mairie | ALIMENTATION pour REPAS CHANTIER JEUNES | 26/08/2022 | 128.05 € |
| 183 | 654 | LAVAZZA France (code : 271) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE CAFE MV | 01/09/2022 | 285.08 € |
| 185 | 659 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | D F 011 60623 | cantine | ACHAT de PAINS pour la cantine juin et juillet 2022 | 05/09/2022 | 118.65 € |
| 189 | 666 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION épicerie MV août 2022 | 12/09/2022 | 506.50 € |
| 189 | 668 | LE CHALAND (code : 60) | Fonctionnement -Chap.011 | MV | ACHAT d'huîtres pour événements divers | 12/09/2022 | 432.47 € |
| 203 | 710 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT PAINS ET VIENNOISERIES juin juillet août 2022 | 27/09/2022 | 385.63 € |
| 205 | 712 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT PAINS ET VIENNOISERIES MV | 27/09/2022 | 221.79 € |
| 209 | 721 | GELIS Thierry (code : 537) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de Vin pour la MV | 30/09/2022 | 60.00 € |
| 210 | 723 | DE BUSSCHERE - Dany (code : 370) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE MIEL MV | 03/10/2022 | 223.00 € |
| 215 | 738 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION EPICERIE MV septembre 2022 | 10/10/2022 | 668.59 € |
| 218 | 747 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE PAINS ET VIENNOISERIES | 17/10/2022 | 220.15 € |
| 227 | 780 | LAVAZZA France (code : 271) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de CAFE MV | 04/11/2022 | 266.39 € |
| 228 | 788 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT DE PAINS ET VIENNOISERIES MV octobre 2022 | 04/11/2022 | 337.45 € |
| 235 | 809 | BOULANGERIE PATISSERIE CAVES (code : 96) | D F 011 60623 | cantine | ACHAT PAINS CANTINE | 17/11/2022 | 195.80 € |
| 244 | 852 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT BAGUETTES MV | 22/11/2022 | 73.07 € |
| 249 | 860 | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60623 | MV | ALIMENTATION épicerie MV octobre 2022 | 29/11/2022 | 809.78 € |
| 249 | 861 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | Fonctionnement -Chap.011 | MV | ACHAT de vins | 29/11/2022 | 229.40 € |
| 253 | 870 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de pains et viennoiseries MV novembre 2022 | 01/12/2022 | 581.40 € |
| 253 | 871 | DE BUSSCHERE - Dany (code : 370) | D F 011 60623 | MV | ACHAT de MIEL pour la MV | 01/12/2022 | 143.00 € |
| 253 | 872 | NESPRESSO FRANCE (code : 181) | D F 011 60623 | mairie | ACHAT de café pour la mairie | 01/12/2022 | 367.49 € |
| | | CARREFOUR CONTACT - SARL PRENE DISTRIB (code : 92) | D F 011 60624 | MV | Alimentation épicerie MV novembre 2022 | | 544.19 € |
| TOTAL | | | | | | | 22 144.96 € |
| | | | | | | somme MV | 19 686.49 € |
| | | | | | | somme cantine | 586.40 € |
| | | | | | | somme mairie | 1 265.14 € |
| | | | | | | somme erreur | 530.51 € |

| Bord. | N° | Tiers | Imputations | Information | Désignation | Date | TTC |
|-------------------------|-----|---|--------------------|----------------------|--|------------|---|
| 6 | 35 | ANGELITO - FRANCOIS (code : 504) | D F 011 6232 | VILLAGE NOEL 2021 | LOCATION de MANEGES pour le VILLAGE de NOEL 2021 | 26/01/2022 | 1 600.00 € |
| 11 | 53 | LE PIZZAIOLO - BROUSSE Boris (code : 505) | D F 011 6232 | REPAS | REPAS CONSEIL MUNICIPAL du 21/01/2022 | 02/02/2022 | 102.00 € CM |
| 15 | 63 | BOULANGERIE PATISserie CAVES (code : 96) | Fonctionnement -Ch | REPAS | PAINS VIENNOISERIES Janvier 2022 | 08/02/2022 | 47.70 € galette |
| 31 | 112 | ILICADO (code : 385) | D F 011 6232 | CADEAU | ACHAT carte cadeau naissance | 01/03/2022 | 52.92 € |
| 55 | 199 | KEYANN (code : 59) | D F 011 6232 | REPAS | REPAS Réunion de travail avec partenaires extérieurs | 06/04/2022 | 648.68 € |
| 79 | 263 | CORTADE BOUCHERIE - DENIS (code : 510) | D F 011 6232 | Pâques | ACHAT AGNEAU DE PAQUESLundi de pâques 19/04 | 25/04/2022 | 599.50 € |
| 79 | 264 | METRO CASH (code : 114) | D F 011 6232 | Pâques | ACHAT ALIMENTATION FETE DE PAQUESLundi de Pâques 19/04 | 25/04/2022 | 669.49 € |
| 79 | 265 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | D F 011 6232 | Pâques | ACHATS VINS Lundi de Pâques 19/04 | 25/04/2022 | 177.00 € |
| 91 | 313 | BOULANGERIE PATISserie CAVES (code : 96) | D F 011 6232 | cérémonie 8 mai | 2 PLAQUES PIZZAS - Cérémonie du 08 mai | 11/05/2022 | 53.80 € |
| 94 | 331 | METRO CASH (code : 114) | D F 011 6232 | cérémonie 8 mai | ACHAT ALIMENTATION pour cérémonie du 8 mai | 12/05/2022 | 254.15 € |
| 94 | 332 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | D F 011 6232 | REPAS | ACHAT de VINS - CEREMONIE PNR | 12/05/2022 | 279.60 € PNR |
| 103 | 374 | KEYANN (code : 59) | D F 011 6232 | REPAS | REPAS SUITE RENCONTRES PNR et QENERGY | 20/05/2022 | 1 205.00 € PNR et QENERGY |
| 107 | 386 | LE CHALAND (code : 60) | D F 011 6232 | cérémonie 8 mai | HUITRES Cérémonie du 08 mai | 31/05/2022 | 101.28 € |
| 126 | 445 | BOULANGERIE PATISserie CAVES (code : 96) | Fonctionnement -Ch | cérémonie 8 mai | ACHAT DIVERS BOULANGERIE | 17/06/2022 | 53.80 € |
| 134 | 472 | COMPAGNIE DES DESSERTS (code : 508) | D F 011 6232 | Fête école | ACHAT PRODUITS ALIMENTAIRES pour la fête de l'école le 27 juin | 28/06/2022 | 288.80 € |
| 141 | 488 | SACEM (code : 368) | D F 011 6232 | erreur | DROITS D'AUTEUR diverses manifestation mai juin juillet 2022 | 06/07/2022 | 362.40 € aurait dû être sur 6518 |
| 141 | 489 | SPRE (code : 525) | D F 011 6232 | erreur | REMUNERATION équitable manifestation du 17/06/2022 - | 06/07/2022 | 58.81 € aurait dû être sur 6518 |
| 143 | 507 | BOULANGERIE PATISserie CAVES (code : 96) | D F 011 6232 | Fête école | ACHAT PLAQUES PIZZAS pour la fête de l'école du 27/06/2022 | 06/07/2022 | 53.80 € |
| 153 | 548 | ATOMES PRODUCTIONS (code : 533) | D F 011 6232 | Fete 14 juillet | REGLEMENT des intermittents Orchestre du 14 juillet | 19/07/2022 | 880.76 € |
| 153 | 549 | HEDONISTS Orchestre (code : 532) | D F 011 6232 | Fete 14 juillet | PRESTATION LIVE du 14 juillet | 19/07/2022 | 2 119.24 € 142.63 sacem imputée sur 6518 |
| 156 | 554 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | Fonctionnement -Ch | Fete 14 juillet | ACHAT de VINS | 22/07/2022 | 550.80 € |
| 163 | 572 | AU PAIN VIENNOIS (code : 419) | D F 011 6232 | Fete 14 juillet | BUFFET TRAITEUR 14 juillet | 26/07/2022 | 2 837.41 € |
| 163 | 573 | SARL AVESP & CO (code : 390) | D F 011 6232 | Fete 14 juillet | PRESTATION TRAITEUR 14 juillet | 26/07/2022 | 1 296.00 € |
| 176 | 631 | LA PALMIFLORE (code : 116) | D F 011 6232 | CADEAU | ACHAT de GERBES pour naissance et décès | 18/08/2022 | 480.00 € |
| 179 | 640 | POLE EMPLOI - GUSO (code : 548) | D F 011 6232 | Fete du village | PREL POLE EMPLOI CHARGES ORCHESTRE ABYSS 19/8/22 | 25/08/2022 | 1 365.49 € 1527.92 salaires imputés sur 611 321.99 sacem imputée sur 6518 |
| 189 | 668 | LE CHALAND (code : 60) | Fonctionnement -Ch | Fete 14 juillet | ACHAT d'huitres pour événements divers | 12/09/2022 | 544.29 € |
| 210 | 727 | ASS NARBONNE UKRAINE (code : 554) | D F 011 6232 | CADEAU | ACHAT de 10 PLACES pour le SPECTACLE VIRSKY du 30/09/2022 | 03/10/2022 | 600.00 € |
| 227 | 782 | LE PIZZAIOLO - BROUSSE Boris (code : 505) | D F 011 6232 | SOIREE PRIMEUR | 12 PIZZAS soirée vins primeurs du 28/10/2022 | 04/11/2022 | 114.00 € |
| 227 | 783 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | D F 011 6232 | SOIREE PRIMEUR | ACHAT DE VINS PRIMEURS pour la soirée du 28/10/2022 | 04/11/2022 | 182.40 € |
| 249 | 861 | VIGNOBLES CAP LEUCATE SCV (code : 139) | Fonctionnement -Ch | St andré | ACHAT de vins | 29/11/2022 | 111.60 € |
| 249 | 864 | LE CHALAND (code : 60) | D F 011 6232 | SOIREE PRIMEUR | ACHAT d' HUITRES pour la soirée vin primeur du 28/10/2022 | 29/11/2022 | 101.28 € |
| 252 | 869 | ILICADO (code : 385) | D F 011 6232 | NOEL 2022 | CARTES CADEAUX Noel 2022 | 30/11/2022 | 1 880.00 € 19 672.00 € au 05/12/2022 |
| | | | | NOEL 2022 | COFFRETS SENIORS Noel 2022 | | 3 204.40 € |
| | | | | VILLAGE DE NOEL 2022 | location jeu bois 26/12 | | 154.00 € |
| | | | | VILLAGE DE NOEL 2022 | représentation école petits clowns 20/12 | | 500.00 € |
| | | | | VILLAGE DE NOEL 2022 | fanfare 22/12 | | 900.00 € |
| | | | | VILLAGE DE NOEL 2022 | magie et maquillage 27/12 | | 500.00 € |
| | | | | VILLAGE DE NOEL 2022 | spectacle guignols 29/12 | | 600.00 € |
| | | | | VILLAGE DE NOEL 2022 | ATTRACTIONS chaises volantes et trampoline | | 7 000.00 € |
| | | | | VILLAGE DE NOEL 2022 | ATTRACTIONS autos tamponneuses | | 5 000.00 € |
| | | | | REPAS | fin d'année élus + agents | | 760.00 € 11 + 8 x 40 € |
| TOTAL | | | | | | | 38 290.40 € |
| Repas divers | | | | | | | 3 042.98 € |
| Cadeaux divers | | | | | | | 1 132.92 € |
| Cadeaux noel 2022 | | | | | | | 5 084.40 € |
| pâques | | | | | | | 1 445.99 € |
| cérémonie 8 mai | | | | | | | 463.03 € |
| fête 14 juillet | | | | | | | 8 228.50 € |
| Fête école fin d'année | | | | | | | 342.60 € |
| Fête du village 07 aout | | | | | | | 1 365.49 € |
| St André | | | | | | | 111.60 € |
| soirée primeur | | | | | | | 397.68 € |
| Village noel 2021 | | | | | | | 1 600.00 € |
| Village noel 2022 | | | | | | | 14 654.00 € |
| erreur | | | | | | | 421.21 € |
| TOTAL | | | | | | | 38 290.40 € |

INTERVENTION DE Danielle DANTRESSANGLE EN REPOSE A SA MISE EN
CAUSE PAR M. Bernard RECASENS LORS DU CM DU 19/11/2022

Lors de la séance publique du conseil municipal du 19 Novembre 2022, j'ai été interpellée par Monsieur Bernard RECASENS adjoint au maire.

Je note que sa polémique à mon égard était dûment préparée, puisqu'il en a fait lecture à partir de sa tablette. Elle ne peut donc pas se justifier par des propos tenus dans l'effervescence des débats.

Je note aussi que cette intervention était dépourvue de pertinence dans cette séance puisque le procès qu'elle intentait contre « La Treilloise » et ses adhérents n'était pas à l'ordre du jour. Le maire aurait dû interrompre ce monologue comme étant hors sujet et de nature diffamatoire.

J'ai été élue, sur une liste apolitique en dehors de toute allusion au fait d'être adhérente de l'association « La Treilloise ». Il en a été de même pour tous les autres membres de l'équipe municipale à qui il n'a jamais été reproché ou signalé leurs engagements associatifs, politiques ou religieux. Ceci me paraît la moindre des choses d'un point de vue démocratique.

Dès le début de son intervention, M. RECASENS a contesté mon droit de poser un amendement, concernant un projet de délibération inscrit à l'ordre du jour, au simple prétexte que je serais adhérente de l'association « La Treilloise ». Ceci est une atteinte à mes droits en ma qualité d'élue.

M. RECASENS est même allé jusqu'à affirmer que si les membres de l'association « La Treilloise » ne se retiraient pas au moment du vote de l'amendement, ils manqueraient « à l'éthique et à la probité » : Ceci est une nouvelle atteinte à mes droits et à ceux des autres membres du conseil municipal visés par cet interdit, et une mise en cause supplémentaire de notre honnêteté et notre sens de l'éthique.

Son syllogisme est le suivant : Mme DANTRESSANGLE fait partie de l'association « La Treilloise » ; Mme Rigoni fait partie de la Treilloise ; donc l'intervention de Mme DANTRESSANGLE est entachée du délit de favoritisme et de malhonnêteté. Cet argument n'a aucune valeur probante et est de nature à porter atteinte à mon honneur car prononcé en public.

Un autre procès d'intention m'est fait en ce qui concerne le contenu de mon amendement qui propose une servitude inférieure à celle calculée par le Maire dans sa délibération. Ceci constituerait, selon M. RECASENS, un délit de favoritisme. Or, cet amendement n'avait pour but que de corriger une injustice envers Mme RIGONI et Mme PRONO sur la base d'une insuffisance de remplissage du formulaire de demande d'évaluation auprès du Pôle d'évaluation domaniale de la Direction générale des finances publiques. En effet, c'est la **valeur de cession** des terrains qui avait été demandée à cet organisme et non l'évaluation d'une indemnité d'occupation des sols pour ouverture d'une servitude.

A mauvaise question, mauvaise réponse ; à mauvaise réponse, mauvais calcul.

Ainsi le montant réclamé aux deux parties prenantes dans cette affaire de servitude ne faisait absolument aucune mention d'un quelconque coefficient modérateur. Ce calcul ne tenait aucun compte des usages en la matière ; usages portés à la connaissance du conseil municipal par le Pôle d'évaluation domaniale dans son avis rectificatif du 17 novembre 2022. Le 1er avis du pôle d'évaluation avait pourtant été donné comme **référence incontournable** lors de la séance du conseil municipal du 4/11/22

Par ailleurs, je rappelle que Mme RIGONI n'est pas la seule concernée par cette indemnité liée à une servitude. Mme PRONO, qui n'est pas adhérente de « La Treilloise » est également partie prenante dans cette même procédure.

En proposant un traitement équitable, **en accord avec les usages**, j'ai la conviction d'œuvrer pour l'intérêt général. En effet, aucune servitude n'ayant été, à ce jour et à ma connaissance, actée sur la commune, c'est donc des dizaines de personnes qui seraient concernées dans un proche avenir par ce type de régularisation.

Les accusations diffamatoires ont été faites, avec comme seul appui, une lecture incomplète de l'amendement que je proposais au vote du conseil municipal.

Mon amendement, basé sur les deux avis du pôle domanial d'évaluation se composait de deux parties à savoir :

1°) la fixation de la valeur vénale des terrains considérés, dans le but d'avoir une base de calcul pour évaluer le montant de l'indemnité d'occupation

ET

2°) la fixation du coefficient à appliquer à cette base dans le cadre d'une servitude pour canalisation d'eau potable enterrée.

Le pôle domanial d'évaluation qui « *traite de ce genre de problèmes par centaines* » (ainsi que déclaré par M. Benoit VALERY lors de la séance du conseil municipal le 4/11/2022), situait clairement le coefficient dans une fourchette de 20% à 50% . Le Pôle domanial dans son avis précise bien que cet usage ne vaut que dans le cas d'une servitude pour « canalisation d'eau potable ». Il en irait tout autrement dans le cas d'une « canalisation de gaz », de « l'achat d'un terrain », ou du passage de la ligne TGV, etc... ainsi que de multiples interventions approximatives ont été formulées à cet égard lors du débat pour justifier une dérogation aux usages.

J'ai été empêchée de lire cette deuxième partie à cause des incessantes interruptions qui ont systématiquement cours lors des réunions du conseil municipal.

Le fait de demander de traiter tous les citoyens de Treilles selon les usages tels que donnés dans l'avis rectificatif du 17/11/ 22 du Pôle domanial, ne me paraît pas de nature à constituer un délit de favoritisme ainsi que m'en accusât Monsieur RECASSENS.

Monsieur RECASSENS affirme que, je cite : « *l'adoption d'un tel amendement.....ouvrirait les portes, comme il est dit au dernier CM, à de multiples négociations pour des affaires similaires, hors nous ne sommes pas au rayon épicerie de la Maison Villageoise, le tarif doit-il être fixé à la tête du client ?...* ».

A cette interrogation de M. RECASSENS, je répondrais, qu'à ma connaissance, la Maison Villageoise n'a jamais fixé de tarif « *à la tête du client* » et qu'il n'y a jamais eu de plainte , pour une raison simple : c'est le juste prix et le même pour tout le monde !

En matière de servitudes, en l'absence de loi, l'usage en tient lieu.

Pour respecter à la fois l'intérêt de la commune et celui des particuliers, la bonne démarche serait la négociation concertée entre les parties.

En miroir à l'affirmation de M. Recasens j'aimerais citer deux extraits d'une étude du CNAM intitulée « Etudes des régimes juridiques et techniques des servitudes de passages des

canalisations d'eau souterraines ».

Tout d'abord : « **L'important** dans le cas des servitudes reste de trouver un montant avec lequel **les deux parties se mettent d'accord** sans que l'une des deux se sente lésée » et, plus loin : « Une **juste indemnisation** permet de maintenir une certaine quiétude entre les fonds, cependant, **une indemnisation mal calculée risque d'éveiller des tensions et un sentiment d'injustice.** »

En conclusion :

Mr. **RECASENS**, au regard d'un soi-disant « *lien particulier* » entre Mme Rigoni et certains membres du conseil municipal, déclare : « *l'éthique et la probité ... voudraient que ces derniers ne prennent pas part au vote, je ne me fais pas d'illusion sur ce point ...* »

C'est un déni de liberté démocratique et une affirmation diffamatoire de notre absence « *d'éthique et de probité* » puisque nous avons effectivement pris part au vote.

Autre atteinte à mes droits d'élue, parmi d'autres énoncés ci-dessus, c'est le fait même de proposer un amendement que M. **RECASENS** me conteste, alors qu'il s'agit d'une procédure tout à fait légale et démocratique.

A l'avenir, je souhaiterais qu'il soit mis fin à ces débordements verbaux en public.

Je rappellerai enfin qu'il est du rôle du président de séance, en l'occurrence le maire, d'interrompre les dérapages diffamatoires.